

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

THÉORIE
DE LA
LÉGITIME DÉFENSE

ÉTUDE COMPARÉE
de Droit Français et de Droit Egyptien

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Sciences Juridiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
le mardi 14 mars 1922, à 4 heures

PAR
HAMED EL-CHÉRIF

Président : M. HUGUNY, professeur.
Suffragants : { MM. DEMOGUE, } professeurs
ROLLAND, }

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1922

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

L'Université et la Faculté n'entendent donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ce
opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES COMPATRIOTES

A MA FAMILLE

A MES AMIS

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

THÉORIE

DE LA

LÉGITIME DÉFENSE

ÉTUDE COMPARÉE

de Droit Français et de Droit Egyptien

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

le mardi 14 mars 1922, à 4 heures

PAR

HAMED EL-CHÉRIF

Président : M. HUGUNÉY, professeur.

Suffragants : { MM. DEMOGUE, { professeurs
ROLLAND, }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1922



INTRODUCTION HISTORIQUE

INTRODUCTION HISTORIQUE

Avant d'aborder l'étude de la légitime défense, considérée comme fait justificatif en droit égyptien, il est nécessaire de résumer brièvement l'histoire des institutions pénales en Egypte. Nous n'avons pas besoin de remonter jusqu'aux époques de la plus haute antiquité, celle des Pharaons ou de leurs prédécesseurs. Il suffit de nous reporter jusqu'au début de l'époque dite « Moderne » qui s'ouvre vers 640 de l'ère chrétienne. C'est le moment où furent créées certaines institutions judiciaires qui subsistent encore aujourd'hui.

En 640, les Arabes, commandés par Amro ibn el-Asse, envahirent l'Egypte et en chassèrent les Romains ; ce qui eut pour résultat :

1^o de convertir l'Egypte en un pays musulman ; et :

2^o d'assurer la prépondérance du Koran sur le droit romain.

Les Arabes instituèrent des tribunaux pour juger, suivant le Koran, aussi bien les matières civiles que les matières pénales ; et ils appelèrent ces tribunaux des « Mahkamé Charéié » ou des « Tribunaux religieux », nom qui leur est resté jusqu'à nos jours. C'est la première espèce de

tribunaux, parmi ceux qu'aujourd'hui encore on peut rencontrer en Egypte.

Mais l'Egypte étant restée sujette aux invasions, tantôt des Turcs, tantôt des Français, les esprits naturellement s'ouvrirent aux influences étrangères. Et le besoin se fit sentir d'une procédure nouvelle, qui permet d'échapper à la rigueur et au formalisme extrême du Koran. L'Egypte attendait sa loi *Aebutia*. Ce devait être l'œuvre du grand général turc Mohammed Ali, aïeul de la dynastie régnante actuelle. Il l'a commencée en 1843, soit deux ans après son établissement définitif en Egypte comme souverain indépendant de sa mère-patrie, la Turquie, dont il était devenu l'adversaire.

Les réformes qu'il réalisa s'expliquent par deux causes :

1^o Les plaintes continuelles des Egyptiens contre les magistrats tyrans. Ce furent ces plaintes qui lui dictèrent une espèce de *lex calpurnia* réprimant les atrocités commises par ces magistrats aux dépens des paysans. Il institua des « Conseils de justice » chargés de connaître de ces plaintes. Ces conseils de justice dont la compétence était une compétence pénale, avaient naturellement dans leurs attributions les questions de légitime défense.

Et ce sont ces « Conseils de justice » qui d'abord jugeaient suivant des sortes de *Capitula missorum* qui ont servi de base aux tribunaux indigènes actuels.

2^o Une seconde cause de réformes, ce furent l'immigration croissante des Européens en Egypte, et les difficultés internationales soulevées par l'application aux infidèles du droit du Koran. Ce furent ces difficultés qui amenèrent Mohammed Ali à instituer en 1843 deux tribunaux dits « mixtes », l'un à Alexandrie, l'autre au Caire. Ils n'étaient d'abord compétents qu'en matière commerciale entre plaideurs de nationalités différentes. En 1875, leur compétence fut étendue aux matières civiles et à quelques matières pénales spécifiées.

Puis le nombre de ces Tribunaux Mixtes fut augmenté.

Dirigés par des magistrats expérimentés, et prenant pour base de leurs décisions un Code fondé sur des principes rationnels, à savoir le Code français, ces Tribunaux Mixtes devaient naturellement servir de modèle à la justice indigène.

Il y a donc en Egypte à l'heure actuelle trois catégories de tribunaux fonctionnant côte à côte et faisant application de systèmes de droit dif-

férents. Voyons rapidement leur organisation et leur compétence.

A. — MAHKAMÉ CHARÉIÉ

(Tribunaux religieux)

Ces tribunaux religieux ont aujourd'hui encore pour unique loi notre livre saint, le Koran.

Le Koran, qui règle la vie sociale de l'homme, renferme des dispositions pénales, à côté d'autres de nature civile, commerciale, administrative ou constitutionnelle.

Dans plusieurs passages, il fait allusion à la légitime défense. Exemples :

a) Dans un passage, il dit : « Défends-toi pour le mieux. » Cela signifie qu'on ne doit se servir de la force que juste autant qu'il est nécessaire pour repousser l'attaque, sans plus. Et c'est bien en effet une des conditions essentielles de la légitime défense.

b) Dans un autre passage, au chapitre des « Abeilles » il est dit : «... Et si vous punissez, punissez comme vous êtes punis ; et si vous patientez c'est bien pour les patients. »

On en conclut que celui qui est attaqué peut écarter la peine dont il est menacé en infligeant

à son ennemi une peine pareille. L'acte accompli dans ces conditions est considéré comme légitime.

c) Un autre texte pose le même en des termes encore plus formels. Il est ainsi conçu : «... Et celui qui vous attaque, attaquez-le de la même [manière] dont il vous a attaqués. »

Il est permis donc en droit musulman (c'est-à-dire par le Koran) de repousser la force illégitime par la force. Mais il est à remarquer que chaque texte où il y a une pareille permission, est terminé par l'ordre de « faire du bien » et « de souffrir le mal jusqu'à l'extrême limite » avec promesse de récompenses divines, du Paradis éternel en particulier, pour ceux qui obéiront à ces préceptes.

Il faut ajouter que ces textes semblent viser seulement la défense de la vie et nullement celle du patrimoine. Mais il est inutile de s'arrêter plus longtemps à ces tribunaux religieux.

Rigoureux dans ses sanctions et n'ayant pas dans ses formules l'élasticité suffisante pour s'adapter aux besoins nouveaux, le Koran ne pouvait suffire à régler la vie moderne. Il a fallu, par une série de dispositions successives, limiter la compétence des tribunaux religieux. Aujourd'hui ne rentrent plus dans leur domaine que

les questions qui ont trait à la foi et au statut personnel ce qui comprend le mariage et le régime successoral en particulier.

B. — JURIDICTION MIXTE

Il a été dit plus haut que Mohammed Ali, en 1843, créa deux tribunaux mixtes, l'un à Alexandrie et l'autre au Caire pour juger les affaires commerciales entre plaideurs de nationalités différentes.

Mais ce n'était là que l'embryon d'une réforme plus importante. En 1841, s'étant déclaré indépendant, Mohammed Ali se lança à la poursuite de l'armée turque vaincue et en déroute jusqu'à Angora où il la battit encore grâce à l'énergie de son fils, le général Ibrahim Pacha qui gouverna l'Egypte pendant les deux dernières années de la maladie de son père (1847-1849).

Mais les puissances européennes, notamment l'Angleterre, la Russie, la France et l'Autriche, obligèrent l'Egypte à accepter sa soumission *nominale* à la suzeraineté turque. Et elles l'obligèrent aussi à accepter un régime de « Capitulations » analogue à celui existant en Turquie depuis 1835.

C'est ainsi qu'elles arrivèrent à instituer en

Egypte des juridictions particulières, les tribunaux mixtes qu'en 1875 le ministre Nubar Pacha, parvint, avec leur consentement, à soumettre à l'autorité locale (1).

Ces tribunaux mixtes n'ont commencé leurs travaux qu'en février 1876, la France ayant, par suite de tiraillements entre la Chambre des Députés et le Sénat, fait attendre assez longtemps son adhésion.

Devant ces tribunaux le Code Napoléon est le seul code. Les langues *officielles* reçues dans la procédure sont : le français, l'arabe, l'italien et l'anglais.

Mais *en fait*, c'est le français qui est employé généralement. Il est rare de trouver un jugement rédigé en italien ou en arabe, et on n'en a encore *jamais* vu qui fussent rédigés en anglais.

La juridiction mixte est allée jusqu'à se créer un calendrier particulier prenant date à partir de 1875.

Sa compétence est double :

- a) Civile et commerciale ;
- b) Pénale.

(1) Cours de M. St Plancat, sur le droit administratif égyptien, à l'Ecole française de droit, au Caire, 1920.

a) *Compétence civile-commerciale.*

En règle générale ces tribunaux jugent les litiges entre deux parties de nationalités différentes, même si l'une d'elles est indigène. Exemples :

Un Français contre un Grec ;

Un Anglais contre un Italien ;

Un Egyptien contre un étranger quelconque.

(Si les deux adversaires étaient de la même nationalité, ils seraient justiciables de leur consulat.) Cette règle ne comporte qu'une exception en matière immobilière. Lorsqu'il s'agit d'une action immobilière, c'est le tribunal indigène du lieu où est situé l'immeuble qui est compétent, quelle que soit la nationalité des plaideurs.

b) *Compétence pénale.*

Comme conséquence de sa compétence civile, la juridiction mixte doit être compétente, au point de vue pénal, en matières de détournement d'objets saisis. Comme conséquence de sa compétence commerciale, elle est compétente en matière de banqueroute simple ou frauduleuse.

Dans le Règlement d'Organisation Judiciaire,

il est dit en outre que les tribunaux mixtes connaissent des crimes et délits commis par et contre leurs magistrats ou employés dans l'exercice de leurs fonctions ; ainsi des violences dont leurs huissiers seraient victimes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Ceci nous amène à nous poser deux questions :

1^o *Quid* en cas de crime et délit n'appartenant pas aux catégories précédentes ?

2^o Est-ce que le Code mixte fait une place à la légitime défense ?

1^o En ce qui concerne la première question, une distinction est à faire :

a) S'agit-il d'un crime ou délit entre deux personnes de même nationalité ? C'est alors leur consulat qui est uniquement compétent pour les juger (1).

b) S'agit-il de crime ou délit entre deux personnes de nationalités différentes, même si l'une d'elles est indigène ? C'est la juridiction de l'*in-culpé* qui est compétente (2). Ainsi si l'inculpé est un indigène, c'est le tribunal indigène qui est compétent. Si c'est un étranger, c'est son consulat qui est compétent. Et dans les deux cas, le tribunal mixte n'a aucun rôle à jouer.

(1, 2) Témoignage de M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Alexandrie, près le Tribunal mixte.

2^o Quant à la deuxième question, le Code pénal mixte autorise bien la légitime défense dans ses articles 222, 223 et 226 (1).

Mais en cette matière, comme d'ailleurs dans toutes celles qui sont relatives aux délits entre particuliers, les puissances n'ont jamais donné leur adhésion aux dispositions du Code mixte. Cela fait que les susdits articles sont restés lettre morte dès leur origine. Par suite, il n'y a ni jurisprudence ni doctrine sur la légitime défense au point de vue de droit mixte.

C'est pourquoi M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats près le tribunal mixte d'Alexandrie a pu m'écrire en ces termes (2) :

« Vous savez sûrement que les juridictions
« mixtes fonctionnant en Egypte ont une com-
« pétence très limitée en matière pénale, puis-
« qu'elles ne peuvent connaître que des offenses
« commises contre les magistrats ou des fonc-
« tionnaires mixtes, des crimes et délits commis
« par les magistrats ou fonctionnaires des tribu-
« naux mixtes dans l'exercice de leurs fonctions ;
« de détournement d'objets saisis et des délits
« de banqueroute simple ou frauduleuse ; tous

(1) Cours de Lutfi Bey Goumaâ à l'Université égyptienne au Caire, en 1917.

(2) Lettre n^o 139, de la 46^e Année Judiciaire, 1^{er} août 1921.

« les autres crimes ou délits restent dans la com-
« pétence des tribunaux indigènes, ou des tribu-
« naux consulaires suivant la nationalité de
« l'inculpé.

« Vous comprenez, par suite, qu'il n'y a ni
« jurisprudence ni doctrine pour le cas de légi-
« time défense qui vous préoccupe, puisque les
« attentats contre les personnes où le cas de
« légitime défense peut se présenter n'intéressent
« pas la juridiction mixte. »

Nous pouvons donc, au point de vue de la
légitime défense, laisser de côté encore les tribu-
naux mixtes.

C. — JURIDICTION INDIGÈNE

(Droit égyptien proprement dit)

Cette juridiction est celle qui joue en Egypte
le rôle le plus important. Elle est la fille cadette
de la juridiction religieuse à laquelle tout le pa-
ragraphe A a été consacré.

Nous avons déjà fait allusion à ses origines,
mais il faut voir de plus près comment elle s'est
établie.

Nous avons dit que Mohammed Ali commença
l'œuvre de réforme en instituant des « Conseils
de justice » devant connaître des plaintes contre

les fonctionnaires publics. C'est l'origine des articles 110 et suivants du Code pénal actuel.

Sous le règne d'Abbas I^{er}, plusieurs de ces Conseils de justice furent institués ; mais leur compétence était sujette à des modifications continuelles ; et comme à cette époque c'étaient d'humbles juridictions jugeant des affaires entre paysans, ils prenaient pour base de leurs décisions d'une part la coutume et le droit musulman, et d'autre part des décrets khédiviaux.

A l'époque d'Ismaïl Pacha, furent organisés :

1^o Un « Conseil d'affaires » dans chaque commune ;

2^o Un « Conseil sommaire » dans chaque district ;

3^o Un « Conseil de première instance » dans chaque province [ou Moudirié] pour connaître des crimes graves.

4^o Quatre « Conseils d'appel » :

a) au Caire,

b) à Alexandrie,

c) à Tanta (entre les deux branches du Nil),

d) à Assiout (au milieu de la Haute-Egypte).

Formé d'un mélange de droit coutumier, de droit musulman et de droit français, le droit appelé « Droit des Conseils locaux » resta en vigueur jusqu'en 1881. A cette époque-là la lé-

gitime défense n'était autorisée qu'en ce qui concerne la vie seulement, comme il sera expliqué plus loin.

La réforme judiciaire, entreprise en 1881 sur le modèle des juridictions mixtes, fut interrompue par la révolte de l'armée sous le commandement du général Arabi Pacha, révolte surtout dirigée contre le Khédive Tewfik Pacha (décédé en 1892).

Cette réforme fut reprise en 1883 et elle a abouti à la promulgation du Code pénal actuellement en vigueur. Ce Code emprunte la plupart de ses textes au droit français, avec mélange de droit musulman. C'est depuis cette époque que les Conseils de justice ont pris le nom de : *Tribunaux indigènes*.

ÉTUDE DE LA LÉGITIME DÉFENSE

IDÉE GÉNÉRALE

Se défendre contre un agresseur dangereux, c'est là un de ces droits naturels dont l'homme ne saurait se passer dans sa lutte pour la vie. C'est un droit si naturel que même les animaux se l'arrogent.

Les Romains déjà proclamaient ce droit naturel ; Cicéron, en ce sens, dit : « *Est hæc non scripta, sed nata lex.* »

Les XII Tables permettaient de tuer le voleur surpris la nuit, et même le jour s'il cherchait à se servir de ses armes (D., L. 4, § 1, *ad Leg. Aq.*).

Dans l'ancien droit français, il est vrai, celui qui invoquait la légitime défense devait solliciter l'octroi de lettres de rémission, comme un coupable demandant grâce. Mais sous la Révolution française, il fut de nouveau reconnu que la légitime défense est un droit inné. Et cette conception est restée celle du droit moderne (V. Garçon, *Code pénal annoté*, art. 328, A. 17, p. 814. — V. également : Roux, *Cours de droit pénal*, p. 133).

Dans le droit égyptien d'avant 1903, les articles 225 et 226 du Code pénal n'autorisaient

guère que la légitime défense de la personne. Ils étaient la copie à peu près exacte des articles 328 et 329 du Code pénal français.

« ART. 225. — N'est passible d'aucune peine
« celui qui tue, blesse, ou frappe, s'il est poussé
« par la nécessité de se défendre lui-même ou
« autrui contre un danger imminent. »

« ART. 226. — N'est passible non plus d'au-
« cune peine celui qui tue, blesse ou frappe un
« autre individu, si le fait a été commis en vue
« de l'empêcher de pénétrer la nuit par escalade
« dans une maison ou une boutique ou une cham-
« bre, ou lorsqu'il cherchait à fracturer une bar-
« rière fermée à clef, ou à percer un mur ou à
« forcer l'entrée d'un lieu habité ou de ses dé-
« pendances. »

Mais nous savons que depuis 1903, pour empêcher les vols champêtres devenus de plus en plus nombreux, la loi égyptienne a largement autorisé la défense des biens.

DÉFINITIONS COMPARÉES

Les auteurs français disent volontiers : « La
« légitime défense, c'est le droit pour une per-
« sonne attaquée de repousser par la violence,
« la violence dont on est menacé. »

Cette définition paraît être tirée de la juris-
prudence romaine (D., L. 43, T. 16, § 27, loi 1^{re} :
Vim vi repellere licet, id que ius natura compara-
ratur).

Le Code égyptien est entré dans plus de dé-
tails. Et les textes ne laissent presque rien à dire
aux interprètes : articles 56, 209, 210, 211, 212,
213, 214, 215, 216, 340, 342 du Code pénal mo-
derne.

L'article 56 déclare : « N'est pas punissable
« celui qui a commis l'infraction alors qu'il y
« était contraint par la nécessité de préserver
« lui-même ou autrui d'un péril pour la personne,
« grave et imminent, auquel il n'avait pas donné
« lieu volontairement, et qu'il ne pouvait au-
« trement éviter. »

Le Code pénal français, article 328, dit sim-
plement : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque
« l'homicide, les blessures et les coups étaient

« commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. »

Comparons rapidement ces deux textes.

Le Code français dit : « Il n'y a ni crime ni délit... » Cela veut dire que l'inculpé, le prétendu coupable n'a absolument rien fait de punissable.

La formule du Code égyptien n'est pas tout à fait la même.

L'article 56 dit : « N'est pas punissable... » Et l'article 209 précise en ces termes : « N'est passible d'aucune peine celui qui *a commis une infraction...* »

Le Code égyptien reconnaît donc que l'inculpé a bien commis une infraction : un meurtre ou des blessures ; mais par exception cette infraction n'est pas punissable à raison de la circonstance de légitime défense.

A notre avis, le Code égyptien, dans sa définition, serre la vérité de plus près que le Code français.

COMPÉTENCE

Quel est le tribunal qui peut connaître de la légitime défense ? Voilà le problème que nous avons maintenant à résoudre.

La légitime défense est une question de fait : d'où il résulte que le tribunal compétent est celui qui connaît du fond du procès, et, parmi les tribunaux compétents *ratione materiae*, celui qui est compétent *ratione personae*, c'est celui du lieu où l'infraction est commise.

Quelles sont donc les principales juridictions qui en Egypte connaissent du fond des faits, en matière pénale ?

Ce sont les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les juges de renvoi (1). Et ce sont précisément ces juridictions qui ont à connaître des questions de légitime défense.

La Cour de cassation, en règle générale, n'a pas à s'en occuper, car elle ne connaît que des questions de droit ; elle n'a qu'à vérifier si la sentence qui lui est déférée est conforme au

(1) Dont le rôle en Egypte se rapproche de celui du juge d'instruction ou de la Chambre des mises en accusation en France.

droit (V. Cass., 26 février 1916, *Recueil officiel*, an 17, p. 121 : « L'appréciation des circonstances qui autorisent l'exercice de la légitime défense de la vie est une question qui se rattache aux faits, et qui est tranchée par le tribunal du fond, définitivement. La Cour de cassation n'a pas à revenir sur ce point. » — En ce même sens, V. encore Cass., 20 août 1907, *Recueil officiel*, an 24, p. 254. — V. aussi *Journal officiel*, an 1904, n° 134, et celui de 1897, p. 326 ; V. *Recueil officiel*, an 11, p. 357, 4 juin 1910. — Cass., 22 janvier 1910, *Recueil officiel*, an 11, p. 162).

Nous ajouterons que les juges du fond ne sont pas tenus de dire expressément s'il y a ou non légitime défense ; en condamnant l'inculpé, ils indiquent suffisamment qu'il n'y a pas de légitime défense (*Revue des législations*, an 1^{er}, p. 28, 10 mai 1913).

Voici, en droit égyptien, les principes. Il y a cependant un correctif.

La Cour de cassation, dans certaines circonstances, arrive à exercer en matière de légitime défense, sur l'appréciation des juges du fond, un certain contrôle. Ce droit de contrôle s'était fait jour une première fois dans un arrêt du 12 novembre 1904 (*Recueil officiel*, an 6, p. 52)

qui avait cassé avec renvoi une sentence dans laquelle les juges avaient omis de tenir compte de la légitime défense.

Il s'est affirmé encore tout récemment, dans un autre arrêt du 24 janvier 1920, à propos d'une affaire ainsi résumée :

Le ministère public avait accusé un certain Soleiman, horloger, d'avoir tué intentionnellement le nommé Choucri en le jetant par terre sur un corps dur.

La Cour d'assises, le 8 octobre 1919, condamna l'inculpé Soleiman à un an de travaux forcés, et à payer une livre égyptienne comme dommages-intérêts au fils de la victime, qui s'était porté partie civile.

La Cour de cassation, statuant sur pourvoi le 24 janvier 1920, dit : « Attendu que la Cour « (d'assises) a négligé de répondre à ces ques-
« tions (de légitime défense) malgré qu'elle les
« ait mentionnées, et qu'elle n'a pas recherché
« s'il n'y avait pas défense concomitante à une
« agression, circonstance qui aurait fait acquitter
« le demandeur au pourvoi... Par ces motifs ...
« La Cour (de cassation) admet le pourvoi, an-
« nule le jugement et renvoie l'affaire à la Cour
« d'assises du Caire pour y être jugée à nou-
« veau. »

Tels sont le principe et le correctif en droit égyptien; *quid* du droit français ?

Cette question de compétence en matière de légitime défense n'est pas beaucoup étudiée par les auteurs. Il semble pourtant que les règles du droit français concordent avec celles du droit égyptien, en ce qui concerne le rôle de la Cour de cassation sur ce point (Garçon, *Code pénal annoté*, art. 328, n° 23, p. 815 ; V. Roux, *op. cit.*, n° 410, p. 500. — Cass., 7 août 1873, S. 74.1.95).

Plan de l'étude.

Titre premier. — *Défense de la vie.*

Titre II. — *Défense des biens.*

Titre III. — *Défense de l'honneur.*

Appendice I. — *La bonne foi.*

Appendice II. — *L'action civile.*

Appendice III. — *Articles du Code pénal égyptien concernant la légitime défense.*

TITRE PREMIER

DÉFENSE DE LA VIE DE SOI-MÊME
OU D'AUTRUI

CONDITIONS REQUISES

Ces conditions sont, d'après nous, au nombre de huit (1). Et il faut qu'elles soient toutes réunies pour qu'il y ait vraiment légitime défense.

Il faut :

1° Qu'il y ait une attaque à repousser ou, au moins, une menace inévitable ;

2° Que cette attaque soit dommageable à l'attaqué ;

3° Que le dommage soit grave et imminent ;

4° Que l'attaqué n'ait aucun autre moyen d'éviter le danger ;

5° Que l'attaque soit injuste et illégale ;

6° Que le dommage soit réel et non fictif ;

7° Qu'on n'ait pas abusé de son droit de défense par l'excès de contre-attaque ;

8° Que la défense soit vraiment dirigée contre l'agresseur.

(1) Les auteurs de droit français ne parlent que de quatre.

Nous allons les étudier successivement, mais avant d'entrer dans les détails, il convient de dire que ce sont là des conditions générales à toutes sortes de légitime défense, quel que soit son droit : la vie, les biens ou l'honneur.

1^{re} CONDITION.

Il faut qu'il y ait une attaque à repousser, ou, au moins, une menace inévitable.

La légitime défense est, par essence, une défense et non pas une agression.

On se défend : cela veut dire qu'on repousse une attaque.

Donc, une personne ne peut prétendre être en état de légitime défense si elle va trouver une autre personne chez elle pour lui causer préjudice ; même si cette dernière a commis un tort grave envers la première. Cela résulte du principe général suivant lequel on ne doit pas se faire justice soi-même.

Cette conception est renfermée en droit égyptien dans les articles 56 et 209 dont les textes ont été cités plus haut.

On trouve la même chose en droit français (V. Dalloz, *Codes annotés*, art. 328, § 3, n^{os} 47, 54. — V. également Garçon, *Code annoté*, art. 328, A. 10, p. 813).

La défense est légitime malgré tout lorsqu'il s'agit de menaces inévitables de blessures ou de lésions corporelles graves (Garraud, *Précis*, §§ 148, 149 ; Garçon, *Code annoté*, A. 26, p. 815).

Ce même principe est consacré en droit égyptien (1) par l'article 214, al. 3, qui est ainsi conçu : « ...ou un fait donnant à craindre la « mort ou des blessures graves. »

De même, l'article 212 : «... à moins qu'on « craigne qu'il résulte de ces actes la mort ou « des blessures graves, et que cette crainte soit « justifiée... »

Peu importe que cette attaque soit le fait d'un fou ou même d'un animal (Cass., 17 décembre 1864, S. 1865.1.392 ; et 26 décembre 1868, S. 1869.1.595. — Roux, *op. cit.*, p. 134, n° 140 a).

Ainsi une personne qu'attaque un chien furieux, par exemple, a le droit de le tuer sur le champ : sans parler de la responsabilité du maître de l'animal, suivant l'article 1385 du Code civil français.

2^e CONDITION.

Il faut que l'attaque soit dommageable à l'attaqué.

Evidemment ! Là où il n'y a pas de dommage

(1) Cour d'appel, arrêt 9 décembre 1898, *Revue de Jurisprudence*, an 10, p. 1853.

à subir, on n'a pas besoin de recourir à la force sous prétexte de défense.

Ainsi, un enfant en bas âge attaque une personne et la fouette avec une petite branche. Cette personne n'a pas le droit de mettre fin à la vie de l'enfant en alléguant qu'elle se défend !

Il faut donc qu'il y ait un dommage méritant l'effort de se défendre. Ce dommage peut être corporel, pécuniaire ou moral (Dalloz, *Codes annotés*, § 3, n^{os} 49 et 60 ; Garçon, *Code annoté*, art. 328).

3^e CONDITION.

Que le danger soit assez grave et imminent.

Quant à la gravité du dommage, cela va sans dire, car si le dommage est insignifiant, il ne justifie pas le crime qui consiste à mettre fin à la vie de l'agresseur, ou tout au moins à lui infliger un mal hors de proportion avec celui qu'il y a lieu de redouter. Cette condition de gravité est, d'ailleurs, expressément visée dans une matière voisine à propos de l'excuse de provocation, par l'article 321 du Code pénal français, et elle l'est aussi par l'article 210 du Code pénal égyptien (V. au surplus Garçon, *Code pénal annoté*, art. 328, n^o 12) : «... La défense pri-

« vée devient illégitime... si pour éviter un mal « insignifiant, elle se réalise par un crime grave. »

Pour apprécier la gravité du dommage, il faut considérer la gravité qu'il présente dans l'esprit de celui qui se défend et non pas sa gravité intrinsèque (Garçon, *Code annoté*, art. 328, n° 14 ; Dalloz, § 3, n° 62 ; *Code pénal égyptien annoté*, par Ibr Gamal, §§ 777 et 779, p. 291).

Il ne suffit pas que le dommage soit grave, il faut encore qu'il soit imminent. Cela veut dire que l'on ne doit repousser par la violence que l'attaque prête à se déclancher. Exemple : un revolver braqué au front de celui qui va être une victime.

Mais il n'est pas nécessaire d'attendre le résultat de l'attaque, car il serait trop tard alors pour se défendre.

Cette conception est tirée à la fois de la doctrine française et égyptienne.

La défense, du côté de l'attaqué, doit être immédiate aussi. La défense qui serait séparée de l'attaque par un intervalle de temps trop long ne saurait être qualifiée que de « vengeance ».

4^e CONDITION.

Que l'attaqué n'ait aucun autre moyen pour éviter le danger.

Cela signifie que, tant que l'attaqué peut éviter le danger sans se servir de la force brutale, par n'importe quel moyen, c'est ce qu'il doit faire. Autrement, ce n'est plus une défense, c'est plutôt l'acceptation d'un duel, d'un match avec l'agresseur, et si l'attaqué consent à courir cette aventure, il consent aussi par là-même à courir le risque de perdre tous ses droits, y compris celui à l'existence. Ainsi, s'il peut utilement recourir à la police pour arrêter l'agresseur, ou appeler afin que l'on vienne à son secours, c'est la voie qu'il doit suivre au lieu de tirer sur son adversaire. L'article 241 du Code pénal égyptien ne cite que l'exemple de l'aide de la police; il est ainsi conçu : « Ce droit (de légitime défense) « n'existe pas lorsqu'on aurait pu recourir en « temps utile à la protection des autorités pu- « bliques. »

Mais *quid* s'il n'y a pas d'agent de la force publique que l'on puisse appeler ? Obligera-t-on l'attaqué à prendre la fuite s'il le peut ? La réponse à faire à cette question se déduit du caractère subsidiaire du droit de légitime défense (1).

L'ordre social veut qu'on mette la conserva-

(1) Dans ce même sens en droit français, V. Garçon, *Code annoté*, art. 328 B, 21, p. 314.

tion de la vie humaine au-dessus de l'amour de la lutte.

Voilà, sous réserve bien entendu des distinctions d'espèce, la doctrine du droit égyptien.

La doctrine française est la même. L'article 328 dit «... la *nécessité* actuelle de légitime défense...», donc il faut être dans la *nécessité* de se défendre et privé de tout autre moyen de défense (Dalloz, § 3, n° 93, *Code annoté*, art. 328, p. 498).

Or, autre chose est la défense par *nécessité* et autre chose est la défense par « *agrément* » ; autre chose la défense et autre chose le duel volontaire. Cette doctrine a pour elle l'autorité de M. Garçon (*Code pénal annoté*, art. 328, A. 9, p. 813) : « Il faut, d'abord que la défense soit « nécessaire. L'ordre social ne peut souffrir le « crime commis pour éviter l'agression que s'il « était impossible d'y échapper autrement. »

Mais il faut aller plus loin encore : si l'attaqué a le choix entre deux infractions qui, l'une ou l'autre, suffisent pour le mettre à l'abri du dommage, son choix doit se porter sur la moins grave (Garçon, *op. cit.*, B. 20, p. 814) ; c'est ainsi qu'il devra se contenter d'un coup de canne sur l'avant-bras si ce coup de canne sur l'avant-bras lui permet d'esquiver le danger aussi bien qu'un coup de couteau dans la poitrine de l'agresseur.

Sur ce point par conséquent les deux doctrines, égyptienne et française, sont d'accord.

5^e CONDITION.

Que l'attaque soit illégale et injuste.

En d'autres termes, il faut que l'attaque — ou la menace — n'ait pas de motif légal, pas de juste cause, qu'elle ne s'impose pas au respect de l'attaqué.

C'est pour cette raison qu'on n'autorise pas la défense contre les agents de la force publique ou l'exécuteur des hautes œuvres, agissant régulièrement dans l'exercice de leurs fonctions. Cette prétendue défense ne serait qu'une résistance illégale : rébellion prévue par l'article 212 du Code pénal égyptien qui est ainsi conçu : « Le droit de légitime défense ne justifie pas la résistance à un agent de la force publique agissant de bonne foi en vertu de ses fonctions, alors même que cet agent aurait dépassé ses pouvoirs à moins que ses actes n'aient fait naître l'appréhension raisonnable de la mort ou de blessures graves. »

Cette doctrine de la résistance aux représentants de la force publique a été pendant longtemps sujette à des controverses. Les uns di-

saient : on a le droit de résister si les actes des agents de la force publique sont contraires aux lois et règlements. Et ils tiraient argument de la nécessité de mettre le public à l'abri de la tyrannie du pouvoir exécutif.

Les autres, à l'inverse, objectaient que le public se trompe facilement sur les limites de ses droits et de ses devoirs ; que si l'on permettait de résister aux agents de l'autorité, il arriverait souvent que le fonctionnement des services publics serait entravé, que les malins, les chicaniers trouveraient là prétexte pour faire échouer les opérations les plus justes quand elles seraient contraires à leurs intérêts.

Le législateur égyptien s'est rallié à un système intermédiaire. Il a interdit de résister aux agents de l'autorité lorsqu'ils agissent en service régulier, et l'a permis au cas contraire (V. *Code pénal égyptien annoté*, de Guindi, paru en 1917, art. 212).

Mais que dire si, tout en dépassant leur devoir, ces mêmes agents causent un préjudice autre que la mort ou les blessures graves, par exemple, s'ils emprisonnent sans motif un individu ? C'est bien un délit contre la liberté individuelle. Le Code égyptien n'autorise pas la légitime défense de ce chef. Conséquemment l'individu arrêté

doit rester passif : bien entendu, sous réserve de recours ultérieur tant par l'action répressive que par l'action civile contre l'agent qui l'a arrêté. Cela découle des articles 110 et suivants du Code pénal égyptien déclarant les officiers de police et les commissaires responsables de leur attentat à la liberté individuelle.

Telle est la doctrine en droit égyptien ; que trouvons-nous en droit français à ce sujet ?

Nous constatons que M. Garçon enseigne la même doctrine dans son *Code pénal annoté* (art. 328, A. 9, *in fine* ; et D. 65 et 68, p. 819). Et l'article 186 du Code pénal français en effet concorde avec les articles 110 et suivants du Code pénal égyptien. Même opinion encore au Dalloz (*Code pénal annoté*, art. 328, IV, 102, 105, p. 498). Même opinion dans l'ouvrage de M. Roux, qui, à son appui, invoque la jurisprudence de la Cour de cassation du 15 septembre 1864 (S. 1865.1.152).

Le droit égyptien est donc en parfaite harmonie avec la doctrine et la jurisprudence françaises.

6^e CONDITION.

Que le danger soit réel et non pas fictif.

Là, nous trouvons une nuance entre les deux systèmes de droit, au point de vue pratique.

Le droit français exige que le danger soit réel et non pas fictif. Il est vrai que les auteurs et M. Garçon en particulier, ne s'expliquent pas sur ce point. Mais cela paraît conforme à l'esprit général de la doctrine. Dans les articles 321, 328, 329, etc., le Code ne paraît envisager, à la base de la légitime défense (ou de l'excuse de provocation) que des dangers réels. Or, c'est un principe essentiel en droit pénal que la loi doit être interprétée restrictivement. Si donc les articles précités n'ont pas fait allusion au danger fictif, c'est que le droit français exige que le dommage soit réel.

En droit égyptien, le Code et la jurisprudence disent que le danger doit être « réel et non pas fictif », mais ils ont soin d'ajouter « à moins que la crainte de dommage fictif soit de celles qui peuvent naître même chez une personne raisonnable ». Cette réserve a pour résultat d'enlever à l'expression « danger réel » à peu près toute portée pratique. Citons, à l'appui de cette doctrine, un arrêt de la Cour de Tanta (Juge de renvoi, 12 mars 1916, *Recueil officiel*, an 13, p. 160). Il est ainsi conçu : « Il n'y a pas en « droit matière de légitime défense si le danger, « au lieu d'être réel, n'est que fictif, à moins

« que la croyance au danger soit fondée sur des « motifs » raisonnables. »

Cette opinion est bien conforme à l'article 213, al. 1, qui dit : «... Un attentat qui fait naître « l'appréhension raisonnable de... »

Dans une autre affaire, la Cour d'appel du Caire prononça l'acquittement d'un inculpé de meurtre, motif pris de ce qu'il « appréhendait un danger » (19 décembre 1898, *Revue de jurisprudence*, an 13, p. 1853).

Pourquoi la jurisprudence est-elle entrée dans cette voie ? Parce que, il nous semble, la plupart de ces arrêts s'appliquent à des gens de la campagne, ignorant le droit. Et les tribunaux, ne voulant pas encombrer les prisons de ces paysans agissant de bonne foi et en toute simplicité d'âme, légitiment leurs actes en considération de cette bonne foi.

A l'appui de cette solution on peut d'ailleurs invoquer un argument d'analogie tiré de l'article 17 du Code pénal qui donne au juge le libre pouvoir de diminuer la peine, lorsqu'il estime qu'il y a des circonstances atténuantes, une disposition dont la jurisprudence a fait grand usage.

Il faut noter cependant qu'il y a en cette matière désaccord entre la Cour de cassation et le juge de renvoi. La Cour de cassation, dans

un arrêt du 22 janvier 1920 encore, se contente du dommage fictif (*Recueil officiel*, an 11, p. 162). Au contraire le juge de renvoi a décidé par arrêt du 12 mars 1912 que le dommage doit être réel et non pas fictif (cet arrêt est inséré au *Recueil officiel*, an 13, p. 160).

7^e CONDITION.

Qu'on n'ait pas abusé de son droit de légitime défense par excès de contre-attaque.

Cette règle rappelle la fameuse loi du talion : œil pour œil, dent pour dent...

Elle se comprend sans difficulté. Pourquoi est-on autorisé à se défendre ? C'est pour éviter un danger. Là où il n'y a plus de danger, il n'y a plus de raison de se défendre. L'agresseur, une fois mis dans l'impossibilité de nuire, la contre-attaqué doit prendre fin. Si elle se poursuivait, ce ne serait plus une défense, mais une offense ou une vengeance ; ce serait l'attaqué qui prendrait le rôle d'agresseur. Il faut seulement remarquer que cette agression dont il se rendrait coupable serait une agression excusable : il bénéficierait de l'excuse atténuante de provocation.

Cette doctrine, qui est celle du droit égyptien,

est aussi celle du droit français (Garçon, *Code annoté*, art. 328, B. 29, *in fine*; A. 11 : « Ni « plus ni moins que ce qui est nécessaire. » — De même, Dalloz, art. 328, § 3, nos 89, 91, 95.

8^e CONDITION.

Que l'on se défende contre l'agresseur lui-même.

Il serait vraiment absurde qu'attaqué par Paul, on porte préjudice à Pierre, sous prétexte qu'on est en état de légitime défense. Cette prétendue légitime défense ne serait qu'une infraction commise au préjudice d'un innocent.

Mais la légitime défense peut intervenir vis-à-vis d'un co-auteur. Ainsi, supposons qu'au cours de sa défense contre Paul, Pierre se trouve arrêté par une tierce personne qui lui prend le bras dans le but soi-disant de mettre fin à la lutte mais en réalité d'aider Paul dans l'accomplissement de son forfait. Pierre est autorisé à se défendre, non pas seulement contre Paul, mais encore contre ce tiers intervenant.

Quid si l'agresseur est un agent subalterne agissant en exécution de l'ordre illégal d'un supérieur ?

Si l'acte est en dehors du service, l'agent est évidemment responsable de ses actes ; la légi-

time défense est permise. Si, au contraire, l'acte a été commandé et exécuté en service régulier, alors comme il a été dit plus haut à propos de la 5^e condition, la légitime défense est interdite.

Le droit égyptien, jugeant sans doute cette 8^e condition évidente n'en a pas parlé. Il ne présente ni jurisprudence ni doctrine sur la question.

Cette condition est, au contraire, expressément relevée par la doctrine française (V. Garçon, *Code pénal annoté*, art. 328, B. 57).

Si ces huit conditions sont réunies, la défense sera considérée comme légitime.

Mais il reste encore deux questions complémentaires à résoudre :

A) La légitime défense peut-elle être invoquée dans l'hypothèse de parricide ?

B) Qu'entend-on par le mot « autrui » dans la légitime défense ?

A) 1^{re} question. — Commençons par la bien poser : Un père, par caprice ou sous prétexte de l'éduquer, malmène son enfant si fort que cet enfant est autorisé à croire que son père va le tuer : si l'enfant, pour se soustraire à ce danger de mort tue son père, dira-t-on qu'il y a légitime défense ?

Le droit égyptien n'a pas prévu la question.

Et comme elle ne s'est jusqu'ici pas posée devant les juges, il n'y a pas de jurisprudence sur ce point ; ce qui laisse à penser que le droit égyptien, sous le rapport de la légitime défense, met le père sur le même rang que les étrangers.

En droit français, il y a bien un texte, l'article 323, qui déclare que le parricide n'est jamais excusable, mais il ne vise que le cas de provocation. On ne peut pas par analogie, l'étendre au cas différent de légitime défense. On ne peut pas obliger l'enfant à se laisser blesser ou tuer par son père. Quelque regrettable que soit cette défense de l'enfant contre son père, il faut la considérer comme une légitime défense (V. Garçon, *Code annoté*, art. 323, §§ 1, 6, p. 806).

B) 2^e question. — Chez les anciens Romains, le *Paterfamilias* considérait comme « siens » tous ceux qui formaient sa *domus*, tous ceux sur lesquels il avait la *potestas*. Il était naturel de l'autoriser à prendre la défense non pas seulement de lui-même mais encore des « siens (1) ».

Puis fut comprise dans la légitime défense la défense des hôtes ; car c'est au patron qui leur accorde l'hospitalité que logiquement doit incomber leur protection.

(1) Dalloz, art. 328, § 4, nos 127 et 128. Garçon, *Code annoté*, art. 328, B. 19, p. 814.

Après quoi l'on étendit la légitime défense aux voisins à raison du devoir d'assistance réciproque qui les unit.

Puis on l'appliqua aux amis ; et enfin on l'a généralisée, en sorte qu'aujourd'hui on a le droit de défendre n'importe quel individu lorsqu'il se trouve en danger.

TITRE II

DÉFENSE DES BIENS

HISTORIQUE

La défense des biens, en droit égyptien, n'est comprise dans la légitime défense que depuis 1903.

Voici l'histoire de la réforme. La législation de droit commun actuellement en vigueur, date, comme nous l'avons montré dans l'introduction, de 1883. La légitime défense, à cette époque, n'était admise qu'en tant que défense de la vie, par application des articles 225, 226 et 229.

Mais l'Egypte étant un pays essentiellement agricole, et les habitants passant la plus grande partie de leur temps dans les champs, les vols soit de récoltes soit de bêtes de somme y sont nombreux ; et le législateur constatant que ces vols se multipliaient dut intervenir pour modifier le droit et en particulier pour consacrer de nouveaux cas de légitime défense.

Ce fut ainsi que le Conseil législatif, réuni le 5 février 1903, légitiba notamment l'homicide

commis sur la personne de voleurs dans les champs pendant la nuit.

Mais, dans ces modifications, le législateur égyptien, ne trouvant pas dans le Code français le guide qu'il cherchait, a dû emprunter au droit indien un certain nombre de dispositions qu'il a tirées des articles 96 à 105 du Code pénal indien. Et c'est le système actuellement en vigueur en ce qui touche la légitime défense des biens.

En règle générale, la violation de la propriété privée autorise tous les moyens de défense sauf l'homicide. Par exception, il y a des cas, prévus par l'article 213 du Code pénal égyptien, où l'homicide même est permis.

Nous commencerons par examiner les conditions générales auxquelles est subordonnée la légitime défense des biens. Nous aurons ensuite à préciser ces cas particuliers où la défense par exception peut aller jusqu'au meurtre.

A. — Conditions générales.

Ces conditions sont déjà expliquées dans le titre I^{er}. Il suffit ici seulement d'en examiner l'application à la défense des biens.

1^{re} CONDITION.

Il faut, répétons-le, qu'il y ait une agression, ici une agression contre les biens.

Il est évident que si une personne passe sur une route publique ou même privée, sans toucher à la propriété près de laquelle elle passe, le propriétaire ne peut pas sous prétexte de légitime défense, se jeter sur elle : ce serait de sa part une attaque et non pas une défense (Dalloz, art. 329, n^o 6 : art. 210, al. 2 du Code pénal égyptien).

2^e CONDITION.

Il faut que cette agression soit susceptible de causer un dommage.

Comme agression de cette sorte on peut citer toutes les infractions mentionnées dans les deux articles 340 et 342 du Code pénal égyptien qui sont ainsi conçus :

ART. 340. — « Seront punis d'une amende « n'excédant pas P. T. 75 (1) :

(1) « P. T. » signifie « Piastre au tarif égyptien ». La piastre égyptienne a une valeur normale (sans parler du change) de 25 centimes. Les 75 P. T. valent environ 20 francs.

« 1^o Ceux qui, sans avoir le droit seront en-
« très, ou auront passé sur le terrain préparé,
« ensemencé ou couvert d'une récolte, ou y au-
« ront fait, ou laissé passer des bestiaux, bêtes
« de trait; de charge, ou de monture.

« 2^o Ceux qui auront jeté des pierres ou d'au-
« tres corps durs ou des immondices contre les
« voitures, maisons, édifices ou clôtures d'au-
« trui, ou dans les jardins ou enclos.

« 3^o Ceux qui auront jeté dans le Nil, les ca-
« naux, drains, ou autres cours d'eau, des ma-
« tériaux ou autres objets pouvant nuire à la
« navigation ou encombrer les lits desdits cours
« d'eau. »

ART. 342. — « Seront punis d'une amende
« n'excédant pas une livre (1) égyptienne ou
« d'un emprisonnement ne dépassant pas une
« semaine :

« 2^o Ceux qui, par imprudence, négligence ou
« inattention, ou inobservation des règlements,
« auront occasionné la mort ou les blessures des
« animaux ou bestiaux appartenant à autrui.

« 3^o Ceux qui, sans en avoir le droit, auront
« fait ou laissé paître des bestiaux de quelque

(1) La valeur normale de la livre égyptienne, sans le change, est de 26 fr. Avec le change, depuis 2 ou 3 ans, sa valeur varie entre 64 et 48 francs.

« nature qu'ils soient, sur un terrain couvert
« d'une récolte ou dans un jardin. »

3^e CONDITION.

*Il faut que la défense soit concomitante à l'attaque,
qu'elle n'intervienne ni avant ni après.*

Elle ne peut pas intervenir après : une fois que le voleur s'est enfui, ou que l'agresseur s'est sauvé, on n'a pas le droit de le suivre chez lui pour se venger. Ce serait la violation du principe qu'on ne se fait pas justice à soi-même. Elle ne peut pas intervenir avant : tant qu'il n'y a pas d'attaque à repousser, il n'y a pas de défense possible. Nous l'avons déjà dit à propos de la première condition.

4^e CONDITION.

Que la défense soit proportionnée à l'attaque.

Notons cependant que, si l'attaqué dépasse, de bonne foi, la mesure de la défense, la jurisprudence soumet l'excuse (art. 215, al. 2 du Code égyptien). C'est un point sur lequel nous aurons plus tard à revenir.

(Pour la doctrine, voir ce qui est dit à propos de la 7^e condition, en ce qui touche la défense de la vie.)

5^e CONDITION.

Que l'attaque soit illégale et injuste.

Nous nous sommes, sur ce point, amplement expliqué à propos de la défense de la vie (5^e condition). Et notons seulement ici qu'en vertu de cette condition on n'est pas autorisé à résister à l'huissier qui vient saisir certains objets dans les champs, ou expulser, après expropriation, le propriétaire de la maison qui a cessé de lui appartenir. Quant à l'huissier qui sort des limites de ses fonctions, on ne pourra lui résister que si l'excès est manifeste, comme il arrive lorsqu'il gifle le propriétaire à déposséder, ou encore le roue de coups ou le blesse.

B. — Cas particuliers où la légitime défense des biens autorise même l'homicide.

Ces cas particuliers sont énumérés dans l'article 213 du Code pénal égyptien qui par certaines de ces dispositions se rapproche de l'article 329 du Code pénal français.

1^{er} CAS.

Entrée dans une maison habitée ou ses dépendances pendant la nuit.

C'est la disposition littérale de l'article 214, al. 3, du Code pénal égyptien.

La simple entrée, pendant la nuit, dans une maison habitée ou ses dépendances, légitime le meurtre, en droit égyptien. La raison, c'est que l'individu qui s'introduit dans une maison habitée ou ses dépendances pendant la nuit est présumé vouloir attenter à la vie des habitants ou à leur honneur (surtout quand il pénètre dans un harem), ou encore commettre un vol et dans les deux cas, par cette tentative coupable, il met en danger tous ses droits, même son droit à l'existence ; il se rend indigne de la protection de la loi. Mais la jurisprudence va encore plus loin. Elle admet la même solution (c'est-à-dire la légitime défense) si l'entrée a lieu, pendant la nuit, dans un champ «... quand les gens dorment... » dit la Cour d'appel criminelle du Caire, dans un arrêt du 27 octobre 1898 (*Revue de jurisprudence*, an 13, p. 345, Ministère public contre Ibr-Acacha et autres). Il n'y a pas à rechercher, en droit égyptien, si l'intrus a fait quoi que ce soit dans le champ. La simple entrée

dans le champ la nuit suffit pour l'exposer légitimement au danger capital.

En droit français, l'article 329 exige absolument l'escalade ou l'effraction. Si donc un voleur, entre la nuit dans une maison par la porte, le propriétaire n'est pas par cela seul autorisé à se considérer comme étant en état de légitime défense de la maison (Dalloz, *Code pénal annoté*, art. 329, nos 12, 14 et 18). Nous ajouterons qu'en France, même au cas d'escalade ou d'effraction, on ne regarderait pas comme justifié le meurtre commis sur la personne d'enfants qui seraient venus, après le coucher du soleil, marauder dans un jardin (Garçon, *Code pénal annoté*, art. 329, n° 17, *in fine*). Ce dernier cas n'est pas prévu par la doctrine égyptienne.

2^e CAS.

Vol criminel.

C'est une formule abrégée qui traduit assez bien les dispositions de l'article 214, al. 2, du Code pénal égyptien. Mais ce n'est pas là une traduction littérale. La traduction littérale serait plutôt « vol de la catégorie de ceux qui sont considérés comme crimes ». Le Code pénal français, article 329, al. 2, dit « vol avec violence ».

Pour que le vol soit qualifié de crime, le droit égyptien exige l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1^o Il faut que le voleur soit armé. La Cour d'appel du Caire, statuant dans l'affaire du ministère public contre Moussa Ayad, le 27 janvier 1903, dit qu'il faut « l'instrument de violence qu'on puisse considérer comme une arme. Autrement ce n'est plus un crime, mais un vol simple ».

Le tribunal correctionnel de Souhag, statuant dans l'affaire du ministère public contre Mohran Mohammed, ajoute que l'arme doit être une de celles qui ne servent que pour tuer : tel un fusil, et qu'un couteau ne rentre pas dans la catégorie des armes qui permettent de qualifier le vol de crime, et, en conséquence, légitiment le meurtre commis sur la personne du voleur.

2^o Le vol est également considéré comme criminel, et comme légitimant le meurtre, s'il est pratiqué avec violence. Comme exemple de vol avec violence, on peut citer le cas où le voleur arrache par la force la clef de la main du propriétaire. C'est une solution qui peut sembler rigoureuse ; la Cour d'appel du Caire l'a pourtant admise, le 16 mai 1900, affaire Farag Mânsour (*Revue de jurisprudence*, an 16, p. 268).

On peut citer aussi le cas où le voleur, en brûlant certaines matières chimiques appropriées, a cherché à endormir le propriétaire (Cass., 28 décembre 1901, *Revue de jurisprudence*, an 17, p. 201).

Enfin il convient de noter que le vol sera réputé criminel, même si la violence n'intervient qu'après que le vol est consommé, alors que le voleur cherche à s'enfuir avec la chose volée (Cour d'appel du Caire, 18 avril 1901, *Revue de jurisprudence*, an 16, p. 122).

Ne serait pas au contraire un vol criminel celui en vue duquel le voleur aurait donné à boire au gardien des objets qu'il voulait voler ; car rien ne force ce gardien à boire les liqueurs qu'on lui présente. Ce ne serait qu'un vol simple qui sans doute justifierait la légitime défense, mais à la condition qu'elle n'allât pas jusqu'au meurtre.

3^e CAS.

Incendie intentionnel.

Pour que l'incendie autorise la légitime défense allant jusqu'au meurtre, il faut d'abord, cela va de soi, que l'incendie soit un incendie intentionnel. Si de la cheminée d'une locomotive

de chemin de fer s'échappent des étincelles qui mettent le feu dans un champ qui borde la ligne, il est certain que cet incendie n'est pas de ceux qui justifient le meurtre. Il faut ensuite que l'incendie ne reste pas à l'état de projet, que le feu soit allumé. Peu importe au surplus la nature de l'objet brûlé. Le plus souvent, dans la pratique, ce sera soit une récolte prête à être transportée, soit des sakiés (appareils en bois servant dans les campagnes à élever l'eau d'irrigation) (Tanta, arrêt du juge de renvoi, 4 juin 1908, *Recueil officiel*, 9, 303. — V. *Jurisprudence égyptienne*, Recueil de Ibrahim Bey Gamal, t. I^{er}, § 4, 19).

A ces trois cas, l'article 214 du Code pénal égyptien en ajoute un quatrième : celui d'un attentat faisant « naître l'appréhension raisonnable de la mort ou de blessures graves ». C'est la reproduction textuelle de l'article 213, n^o 1, relatif à la défense de la personne. Et l'on ne voit pas bien pourquoi le législateur égyptien a pris la peine de reproduire cette formule. Ce prétendu cas de défense des biens rentre en réalité dans la défense de la personne.

TITRE III

DÉFENSE DE L'HONNEUR

Nous ne prétendons pas, en faisant de ce genre de défense l'objet d'un titre spécial, découvrir une chose extraordinaire dont les auteurs antérieurs ne se sont pas occupés. Simplement nous avons cru que la raison qui les poussait à étudier séparément la légitime défense de la vie et celle des biens devait aussi nous conduire à séparer l'étude de la défense de l'honneur, à la fois de celle de la défense de la vie et de celle des biens ; car, autre chose est la défense de l'honneur ou de la pudeur, ce qu'il y a de plus cher à défendre pour les honnêtes gens, et autre chose est la défense des biens ou de la vie. Le préjudice moral est bien différent du dommage patrimonial ou de la lésion corporelle. Exemple : le rédacteur du *Figaro* qui, dans son journal, offensait Mme Caillaux, n'attentait ni à sa vie ni à ses biens. Lorsque Mme Caillaux l'a eu tué, elle a été acquittée ; c'est que le Jury a considéré qu'elle avait agi en vue de la légitime défense de son honneur.

Il y a encore d'autres raisons qui justifient le plan par nous adopté : la défense de l'honneur, par ses origines, par son histoire, se distingue nettement de la défense des biens et de la défense de la vie ; et le langage lui-même reflète ces différences : l'action née d'un attentat à l'honneur ne s'appelle pas « action en dommages-intérêts », mais « en réparation d'honneur ».

Historique.

Le droit égyptien, depuis la plus haute antiquité, a autorisé la défense de l'honneur ; et cela n'a rien de surprenant ; car, le viol, l'adultère, le rapt, la séduction, sont des infractions que le Korān, comme la plupart des législations primitives, réprime avec une grande sévérité. Il devait naturellement admettre à leur égard la légitime défense, même sous la forme la plus sévère.

Nous ajouterons que les Arabes d'aujourd'hui, comme ceux d'autrefois, défendent leur honneur plus énergiquement, plus rigoureusement que tout autre peuple. C'est ainsi que l'auteur d'un rapt, non seulement met en péril sa propre vie, mais il expose sa tribu tout entière à une guerre civile.

Encore aujourd'hui, beaucoup de régions en Egypte tiennent à leurs anciennes coutumes si fidèlement qu'elles les respectent beaucoup plus que le droit écrit. Et les tribunaux indigènes, obligés de s'incliner devant ces mœurs, se servent souvent de l'article 17 du Code pénal égyptien pour atténuer les peines trop rigoureuses qui devraient atteindre ceux qui, pour la défense de leur honneur, ont dépassé les justes limites.

Conditions requises.

Ce sont toujours les mêmes que celles mentionnées précédemment. Notons seulement qu'aux termes de l'article 213 du Code pénal égyptien la défense de l'honneur ne légitime l'homicide qu'en cas de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence. Et bornons-nous à examiner quelques difficultés relatives soit à cette hypothèse soit à d'autres.

1^o Un attentat qui ne consisterait qu'à toucher les vêtements de la femme ou à la saisir à la taille ne justifie pas le meurtre de l'agresseur, mais seulement des mesures de défense moins graves. Le droit français et le droit égyptien sur ce point-là sont d'accord (Dalloz, *Code pénal*

annoté, art. 328, § 1, n^o 76, Tribunal Assouan, 10 mars 1913).

Le meurtre de l'agresseur serait au contraire permis s'il avait endormi la femme pour la violer pendant son sommeil (Cass. Caire, 28 février 1914, *Recueil officiel*, an 15, p. 109 ; Tribunal d'Assouan, 15 mai 1905, *Recueil officiel*, an 6, p. 105).

2^o Lorsque l'attentat consiste en injures publiques (cas prévu par l'article 265 du Code pénal égyptien et la loi française du 29 juillet 1881), il donne naissance à l'excuse de provocation, mais il ne justifie pas la légitime défense, car cette prétendue défense ne serait qu'une vengeance (Garçon, *Code annoté*, art. 328, n^o 55).

Mais si l'insulteur, non content de l'outrage par la parole, passe aux voies de fait, par exemple en tirant la barbe à la victime, alors entre en jeu la légitime défense (V. à propos d'un cas de ce genre C. d'appel du Caire, 8 octobre 1919 : « attendu que le défunt injuria l'inculpé, et tenta « de le battre... » ; — V. Cass., 20 janvier 1920 ; — V. en droit français Garçon, *Code annoté*, art. 328, B. 33, Cass., 5 février 1875).

3^o Que dire du mari exerçant une violence sur sa femme et sur son complice, qu'il a surpris en flagrant délit d'adultère ?

Le mari a incontestablement le droit de les tuer tous les deux ; seulement ce n'est pas là un cas de légitime défense ; c'est un cas d'excuse absolutoire (V. art. 324, al. 2, du Code pénal français ; art. 238 du Code pénal égyptien).

APPENDICES

LA BONNE FOI

La bonne foi suppose une erreur. Cette erreur, en matière de légitime défense, peut se présenter sous deux formes :

A. — Elle peut consister à croire qu'on est en état de légitime défense, alors qu'on n'y est pas ;

B. — Elle peut consister à croire qu'on est dans les limites de la défense, alors qu'on les a dépassées,

A. — 1^{er} CAS.

Les cas de légitime défense, tant en droit français qu'en droit égyptien, sont assez précis. Le droit égyptien même a pris soin d'énumérer limitativement au moins ceux où l'homicide est autorisé. Il semble donc qu'on pourrait se montrer sévère pour celui qui, soi-disant, se défend dans une hypothèse où la loi n'admet pas la légitime défense.

Mais il ne faut pas oublier que, dans les circonstances où se pose la question de légitime

défense, la personne qui se défend n'a pas la tranquillité d'esprit nécessaire pour résoudre cette question de droit. Est-elle dans un cas de légitime défense; ou dans un cas d'excuse ? Elle n'a pas le temps de le savoir.

Il faut présumer sa bonne foi. Et souvent cela revient à dire qu'il faut présumer la mauvaise foi de l'agresseur.

Ainsi une personne est surprise la nuit dans un terrain cultivé. Le gardien du champ la saisit et l'enferme. Elle aura beau dire qu'elle s'est trompée, égarée dans l'obscurité. La loi présume sa mauvaise foi ; et c'est en raison de cette mauvaise foi présumée qu'inversement, le gardien sera présumé de bonne foi, et la mesure de défense à laquelle il a eu recours considérée comme légitime.

B. — 2^e CAS.

Il est expressément prévu dans l'article 245 du Code pénal égyptien ainsi conçu : « Ne sera pas
« exempté en totalité de la peine celui qui, agis-
« sant de bonne foi dans l'exercice de la légitime
« défense, et sans intention de causer un mal
« plus grave que cette défense ne nécessite, a,
« néanmoins, dépassé les limites de son droit.

« Toutefois, en cas de crime, le juge pourra

« le déclarer excusable, et le condamner à l'em-
« prisonnement au lieu de la peine prévue par
« la loi. »

Ce texte souvent appliqué par la jurisprudence (1) ne fait de la bonne foi, dans l'hypothèse qu'il vise, qu'une simple excuse atténuante.

Mais il convient de bien préciser la portée de ce texte. Il suppose une erreur de droit. Si l'erreur était une simple erreur de fait, ce texte ne s'appliquerait plus.

Ainsi supposons qu'une personne attaquée par un brigand, tire un coup de revolver pour se défendre ; par suite d'une erreur de visée, la balle va tuer un passant inoffensif, ou une personne paisible qui prend l'air à sa fenêtre. Cette personne qui a tiré le coup de revolver pour se défendre n'est pas seulement excusable ; il faut dire qu'elle n'est pas punissable.

Peut-être objectera-t-on qu'elle a commis un quasi-délit : homicide par imprudence. Nous

(1) V. par exemple, l'application qui en a été faite par la Cour d'appel du Caire, dans un arrêt du 1^{er} février 1915 à un berger qui, réveillé pendant son sommeil, avait tué un individu surpris au milieu de son troupeau. Ce berger d'abord condamné par la Cour de Tanta, pour homicide, à 10 ans de travaux forcés, a vu sa peine considérablement atténuée par la Cour du Caire, par application de l'art. 215 du Code pénal égyptien (V. Ibr. b. Gamal, *Code pénal annoté*, t. II, 7780).

répondrons que, dans l'hypothèse, il n'y a pas même imprudence. Tout autre est la situation de celui qui, pour se défendre, tire un coup de revolver sur son agresseur et par maladresse tue un passant, tout autre la situation de celui qui tire intentionnellement étant à la chasse par exemple. Celui-ci a pris une initiative dangereuse ; et il est juste de le déclarer responsable de sa faute.

II

ACTION CIVILE

Position de la question :

« Une personne acquittée du chef d'un crime
« ou délit qu'elle a commis en état de légitime
« défense doit-elle au moins des dommages-
« intérêts à sa victime ou à la famille de sa vic-
« time ? »

En droit français, la solution paraît assez simple.

Pour qu'il y ait condamnation à dommages-intérêts, il faut qu'il y ait un délit ; or, dans l'hypothèse de légitime défense, l'article 328 du Code pénal français dit formellement « il n'y a ni crime ni délit... ». Donc pas de condamnation à dommages-intérêts.

En droit égyptien, la question est plus délicate parce que les formules ne sont pas les mêmes. L'article 56 dit : « N'est pas punissable celui qui... » et l'article 209 : « N'est passible d'aucune peine celui qui... » Mais en définitive la même solution s'impose.

Devant la preuve de la légitime défense, l'action publique s'éteint. Et le rejet de l'action publique entraîne le rejet de l'action civile.

Il faut cependant observer que le Koran, se plaçant sur le terrain religieux, décide qu'il faut verser le prix du sang, la rançon. Et le Code pénal égyptien, par un scrupule d'ordre religieux, a cru devoir formellement réserver l'application de cette prescription du Koran (art. 216 du Code pénal égyptien). Mais si l'on se reporte à la jurisprudence des Mahkamés Charéiés, on ne voit nulle part qu'il ait été en pratique, dans des cas de légitime défense, fait usage de cette faculté.

III

ARTICLES DU CODE PÉNAL ÉGYPTIEN CITÉS DANS CETTE THÈSE

ART. 56. — N'est pas punissable celui qui a commis l'infraction alors qu'il y était contraint par la nécessité actuelle de préserver soi-même ou autrui d'un péril pour la personne, grave et imminent, auquel il n'avait pas donné lieu volontairement et qu'il ne pouvait autrement éviter.

ART. 209. — N'est passible d'aucune peine celui qui aura commis un homicide, fait des blessures, ou porté des coups dans l'exercice du droit de légitime défense de sa personne ou de ses biens, pour la personne ou les biens d'autrui. Les circonstances qui font naître ce droit, ainsi que les restrictions auxquelles il est soumis sont définies aux articles suivants.

ART. 210. — Sauf les exceptions énumérées ci-après, le droit de la légitime défense de la personne autorise l'emploi de la violence nécessaire pour repousser tout acte constituant une infraction contre la personne prévue au présent Code. Le droit de la légitime défense des biens

autorise l'emploi de la violence nécessaire pour repousser tout acte constituant une infraction prévue aux chapitres 2, 8, 13 et 14 du présent titre (1), ou aux articles 340 (n^o 1) et 342 (n^{os} 1 et 3).

ART. 211. — Ce droit n'existe pas lorsqu'on aurait pu recourir en temps utile à la protection des autorités publiques.

ART. 212. — Le droit de la légitime défense ne justifie pas la résistance à un agent de la force publique agissant de bonne foi en vertu de ses fonctions, alors même que cet agent aurait dépassé ses pouvoirs, à moins que ses actes n'aient fait naître l'appréhension raisonnable de la mort ou de blessures graves.

ART. 213. — Le droit de la légitime défense de la personne ne peut justifier l'homicide volontaire que lorsqu'il s'agit de repousser :

1^o Un attentat qui fait naître l'appréhension raisonnable de la mort ou de blessures graves ;

2^o Le viol ou l'attentat à la pudeur avec violence ;

3^o L'enlèvement de personnes.

(1) Le chap. II concerne l'incendie (art. 217-223). Le chap. VIII concerne les vols et extorsions (art. 268-285). Le chap. XIII concerne les destructions, dégradations et dommages (art. 309-323). Le chap. XIV concerne la violation de la propriété privée (art. 323-338).

ART. 214. — Le droit de la légitime défense des biens ne peut justifier l'homicide volontaire que lorsqu'il s'agit de repousser :

1^o Un des attentats prévus au chapitre II du présent titre ;

2^o Un vol criminel ;

3^o L'entrée dans une maison habitée ou de ses dépendances pendant la nuit ;

4^o Un attentat qui fait naître l'appréhension raisonnable de la mort ou de blessures graves.

ART. 215. — Ne sera pas exempt de toute peine celui qui, agissant de bonne foi dans l'exercice du droit de la légitime défense et sans l'intention de causer un mal plus grave que cette défense ne nécessite, a néanmoins dépassé les limites de ce droit.

Toutefois, en cas de crime, le juge pourra s'il y a lieu, le déclarer excusable et le condamner à l'emprisonnement au lieu de la peine prévue par la loi.

ART. 216. — Dans tous les cas prévus dans ce chapitre pour lesquels le Dieth, ou prix du sang, sera prononcé par le Chérié, il sera réglé conformément à cette loi, pour tous ceux qui en sont justiciables, sans préjudice des peines édictées par le présent Code.

Contraventions relatives aux biens.

ART. 340. — Seront punis d'une amende n'ex-cédant pas P. T. 75 :

1^o Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés ou auront passé sur un terrain préparé, ensemencé ou couvert d'une récolte, ou y auront fait ou laissé passer des bestiaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

2^o Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures, maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos ;

3^o Ceux qui auront jeté dans le Nil, les canaux, drains, ou autres cours d'eau, des matériaux ou autres objets pouvant nuire à la navigation ou encombrer les lits des dits cours d'eau.

ART. 342. — Seront punis d'une amende n'ex-cédant pas L. E. 1 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine :

1^o Ceux qui auront volontairement causé des dommages aux propriétés mobilières d'autrui ;

2^o Ceux qui, par imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui ;

3^o Ceux qui, sans en avoir le droit, auront

fait ou laissé paître des bestiaux, de quelque nature qu'ils soient, sur un terrain couvert d'une récolte ou dans un jardin.

FIN

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président,
L. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Les livres consultés sur cette matière sont :

Les deux codes pénaux : égyptien et français.

Garçon, *Code pénal annoté*, 2 volumes.

Dalloz, *Code pénal annoté*.

Roux, *Cours de droit pénal et de procédure pénale*, Paris, 1920.

Code pénal égyptien annoté, par Ibrahim Bey Gamal.

Jurisprudence égyptienne, recueil par Gamal.

Code pénal égyptien annoté de Guindy.

Recueil officiel des arrêts des Cours d'Egypte.

Recueil des arrêts des Tribunaux égyptiens indigènes, de 1907 à 1916, par Hamdy Bey Essayed.

Cours de Lutfi Bey Goumâa à l'Université égyptienne en 1917 sur le droit pénal.

Cours de droit pénal (précis) de M. Garraud.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION HISTORIQUE	3
— Makkamé Charéié	6
— Tribunaux mixtes	8
— Tribunaux indigènes	13
Idée générale de la légitime défense	19
Définitions comparées de la légitime défense en droit français et égyptien	21
La compétence en matière de légitime défense	23
TITRE I. — <i>Défense de la vie</i>	27
Conditions requises	27
TITRE II. — <i>Défense des biens</i>	45
a) Historique	45
b) Conditions requises	46
TITRE III. — <i>Défense de l'honneur</i>	57
a) Historique	58
b) Conditions requises	59
APPENDICE. — I. <i>La bonne foi</i>	65
— II. <i>Action civile</i>	69
— III. <i>Articles du Code pénal égyptien con-</i> <i>cernant la thèse</i>	71
BIBLIOGRAPHIE	77
